

La lettre de Mouvement Communiste

Numéro 8

Mars 2003

DERNIERES NOUVELLES DE PALESTINE *ITINERAIRE DE JERUSALEM AU CAMP DE BALATA*

Lors de la parution de notre première lettre sur la Palestine, en novembre dernier, nous avons rappelé que dans la zone sous contrôle de l'Autorité, il existait toujours des classes sociales aux intérêts antagoniques. Nous avons pointé alors la désaffection, voire l'hostilité grandissante des prolétaires palestiniens vis à vis de la dite Autorité. Mais nous n'avions pas donné des indications détaillées sur la situation de cette fraction de la classe exploitée mondiale. Grâce au témoignage de camarades amis du comité St-Ouen Solidarité Palestine s'étant rendus en décembre dans la région autour de Naplouse et ayant notamment visité le camp de Balata, c'est chose faite.

PREMIÈRE JOURNÉE : JÉRUSALEM

Nous profitons du passage à Jérusalem pour rencontrer des militants israéliens. Rendez-vous est pris avec deux camarades du Comité Israélien Contre la Démolition des Maisons (ICAHM), qui se trouve dans les mêmes locaux que le Centre d'Information Alternatif (AIC). Leur association lutte contre les destructions de maisons dans toute la Cisjordanie. Le matin même à Hébron, ils sont intervenus contre la destruction de quatre maisons. Les militants israéliens cherchent à empêcher l'avancée des bulldozers. L'armée cède alors la place à la police, qui se limite à les éloigner. Les militants ne sont jamais emprisonnés durablement. " *Ce serait une chance !* " nous dit l'un d'eux. Seuls les appelés qui refusent de partir pour les territoires risquent la prison.

Ces limites légales à l'action de l'armée sont une arme à double tranchant. Exemple : les soldats n'interviennent pas en cas de tirs des colons sur les Palestiniens. " *Adressez vous à la police !* ", s'exclament-ils. Les deux camarades israéliens nous disent " *qu'il n'y a pas de paix juste possible sans renoncer au sionisme* ". Même chez les pacifistes, l'idée d'un Etat palestinien ne progresse pas à cause de la peur de perdre le caractère juif de l'Etat d'Israël. La majorité du mouvement de la paix, y compris les déserteurs, reste sioniste, donc nationaliste. " *Comment résoudre alors la question des Arabes israéliens ?* ", s'interrogent-ils.

Dans les camps, l'ICAHM aide à construire des équipements collectifs (ex. : des jardins d'enfants) car ils craignent que la population palestinienne ne vive la reconstruction de maison " *par des Israéliens* " - même pacifistes et antisionistes - non comme un soutien actif mais comme un déni de leur droit au retour. D'après les deux camarades de l'ICAHM, le mouvement palestinien est très organisé mais avec des réseaux qui fonctionnent en parallèle, selon les affinités politiques. Le travail en commun est difficile.

Un groupe qui se nomme Ta'ayush occupe une place importante dans le mouvement pacifiste antisioniste israélien. Ses actions de solidarité avec les Palestiniens sont assez spectaculaires (manifestations aux check points, acheminement de biens de première nécessité, récolte d'olives, vente de l'huile d'olive palestinienne en Israël). Peu de monde participe à ces actions, qui demeurent relativement espacées. Ils ont en outre renoncé à faire de la propagande large auprès des Israéliens (pas de meetings, pas de tracts...).

" *Cela ne servait pas à grand-chose* ", déplorent-ils. Ils ont ainsi décidé de ne pas intervenir pendant la campagne électorale israélienne. Les non-sionistes sont isolés et il leur

est interdit de remettre en cause ce caractère juif de l'Etat. Un parti qui défendrait une telle position n'aurait pas le droit de se présenter aux élections. Leurs actions peuvent être spectaculaires, mais ils sont les premiers à admettre que cette démarche les place en marge de la société israélienne, sur laquelle ils ne parviennent pas à peser. Cependant, les colons ne sont vraiment soutenus que par 30% de la population. Les autres voudraient la paix, mais tout en gardant les colonies, si possible.

DE JÉRUSALEM À BALATA

A la sortie de Jérusalem, nous empruntons par erreur le check point de Qalindya, que nous devons immédiatement reprendre dans l'autre sens. Peu d'attente. Un jeune soldat blasé qui regarde à peine les papiers des gens qui s'en vont de Jérusalem d'un côté, un vieux réserviste et une jeune femme soldat de l'autre. Les Palestiniens sont résignés, tristes. Ils se dirigent vers Jérusalem après une fouille plus ou moins poussée. Les gens se parlent discrètement et se séparent d'une file à l'autre.

On prend le taxi collectif dont le chauffeur roule plutôt vite et nous amène à un deuxième check point, plus petit, où deux soldats contrôlent les papiers. Chaque personne du taxi doit descendre, aller vers les soldats en soulevant sa veste et éventuellement son pull, poser son sac et montrer ses papiers puis repartir pour trouver un autre taxi qui attend quelques mètres plus loin.

Dernier check point : Huwara. Il fait nuit et il pleut. L'ambiance semble plus lourde. Beaucoup de Palestiniens (une trentaine) attendent déjà debout, derrière une balise en plastique. Il y a aussi une file de véhicules. Les piétons avancent de quelques mètres devant la balise. Certains véhicules passent très lentement (plaques vertes palestiniennes). D'autres forment une file à part, sans s'arrêter (plaques jaunes israéliennes). Un soldat s'avance de quelques mètres pour annoncer la fin du passage des véhicules pour la journée, juste après un bus dont la dizaine de passagers a pu ainsi se dégager des contrôles. Le soldat remarque que les Palestiniens ont gagné trois bons mètres sur la balise et les fait reculer. De derrière son grillage, il reviendra plusieurs fois hurler des ordres en hébreu (que peu font mine de comprendre) en pointant une lampe torche sur ses interlocuteurs involontaires.

Les piétons peuvent enfin avancer, deux par deux, d'abord à mi-chemin, à vingt mètres du poste israélien. Quelques Palestiniens sont envoyés lors du contrôle vers une petite cabane en face, attendus par d'autres soldats. A notre passage, en riant, les soldats nous demandent “ *Français...? Vous voulez fumer un joint ?* ” dans un français assez correct. C'est bien la dernière chose qui nous aurait traversé l'esprit... Pour les Palestiniens, ces attentes systématiques, et l'incertitude de pouvoir franchir chaque barrage, constituent un problème permanent, qui sépare les familles, empêche de trouver du travail, où de s'y rendre régulièrement. Ceci leur donne l'impression de vivre en Cisjordanie comme dans une grande prison. En harcelant sans relâche la population palestinienne, les troupes d'occupation font preuve d'une volonté délibérée de couper tous les liens entre les gens, qui vivent souvent à seulement quelques kilomètres les uns des autres, de les isoler et les décourager.

La volonté d'humiliation de l'occupant est constante. En plus de l'attente aux check points, des fouilles corporelles, des hurlements dans les hauts parleurs rappelant des tristes périodes, on a vu des soldats confisquer des papiers d'identité sans autre raison que de s'amuser. En dépit de leurs supplications, les victimes de l'exaction sont obligées à repartir privées d'identité légale. Or, on ne peut rien faire sans les papiers. Plus tard, paraît-il, les soldats ont remis ces précieux chiffons à d'autres Palestiniens, au gré du hasard. On nous a également raconté qu'une femme soldat s'amusait à prendre le contenu de la gamelle de certains travailleurs palestiniens traversant les check points pour le jeter aux chiens.

NAPLOUSE

La ville de Naplouse compte plus de 200 000 habitants, auxquels il faut ajouter des

villages environnants qui peuvent aller jusqu'à 10 000 habitants et 50 000 réfugiés dans les camps. La grande majorité des habitants sont musulmans, avec un millier de Chrétiens et environ 700 Samaritains (une secte juive très ancienne qui vit à l'écart de la communauté et dont les membres sont traités comme les autres habitants des territoires). Naplouse était le plus grand centre commercial de Cisjordanie, mais les blocages des routes ont fait disparaître le grand marché des produits agricoles, leurs cultures étant dispersée entre les petites villes et villages. Deux des usines de savon, production traditionnelle de la ville, ont été bombardées par les F-16 parce que Israël soupçonnait la fabrication de bombes. La prison aussi a été bombardée, ainsi que d'autres bâtiments administratifs ou civils. La situation économique est donc très difficile. Radio Marhaba par exemple ne diffuse plus aucune publicité, même gratuite pour les commerces locaux : il n'y a plus ni stocks, ni clients.

Cette radio commerciale est la plus importante de Naplouse. On pouvait la capter dans toute la région avant la destruction de plusieurs émetteurs par l'armée sur les hauteurs de la ville. La radio ne porte désormais que sur la ville elle-même. Le directeur journaliste nous parle des montages de l'armée pour faire croire à l'existence d'une résistance armée, de kamikazes et de fabrication de bombes. Les services spéciaux font des photos des personnes arrêtées ou tuées avec des armes à proximité, des bandeaux, de fausses ceintures d'explosif. Ce procédé est aussi appliqué pour de très jeunes palestiniens. Un jeune américain de 14 ans violemment arrêté dans sa maison en l'absence de ses parents a d'abord été photographié "*armes à la main*". Il a fini par leur dire qu'il était un citoyen des Etats-Unis. Il a alors été relâché sous menace de mort s'il parlait (ce qu'il a pourtant fait). Le directeur de la radio nous indique que beaucoup de Palestiniens aisés cherchent à obtenir une double nationalité américaine pour se protéger ou pour partir.

Le directeur de l'antenne craint un grand transfert de population en cas d'attaque sur l'Irak, à commencer par les 14 000 prisonniers en Israël et sans doute "*200 à 300 000 autres*". Il ne veut pas que le conflit se transforme en guerre de religion en ajoutant "*les Israéliens ne sont pas si religieux, ils tuent aussi le samedi*". Il nous parle du couvre-feu qui l'oblige à rester des jours entiers cloîtré avec sa famille, des attaques régulières, de la pression psychologique qui fait encore plus de dégâts sur les enfants que sur les adultes.

Nous visitons aussi l'université. Plus de 8 000 étudiants y sont inscrits, un nombre en baisse car beaucoup manquent d'argent ou ont du mal à se déplacer. Pendant plusieurs mois, il était interdit de sortir dans la cour à cause des tirs qui venaient du poste militaire situé sur la colline surplombante. Deux étudiants ont été tués après avoir été repérés à l'intérieur de l'université par des agents israéliens en civil. Depuis, l'entrée est surveillée par des vigiles. Pour faire face à tout cela, un responsable explique que des antennes ont été décentralisées et qu'un projet d' "*e-learning*" se met en place, plus par nécessité que par choix pédagogique.

Nous avons découvert, lors de notre passage à Naplouse, à quel point cette ville avait été martyrisée. Elle a été envahie en même temps que Jénine et a subi davantage de pertes (87 morts à Naplouse contre 54 à Jénine), de terribles démolitions (les plus belles maisons historiques de la vieille ville), ainsi qu'un couvre-feu total pendant quatre mois d'affilée. Pourtant, presque personne n'en a parlé. Les projecteurs ont été braqués sur Jénine, en raison à la fois des estimations au départ plus importantes de morts dans ce camp, et du fait que quinze soldats israéliens y avaient été tués lors des combats. Aujourd'hui, le couvre-feu a été relâché. Les habitants en sont informés par la télé que le jour même. Même en l'absence de couvre-feu, les tanks et les jeeps parquent dans la ville, provoquant les jeunes qui se mettent à lancer des pierres. Ce qui, bien sûr, fournit le prétexte aux soldats de tirer sur eux. Lassée de vivre enfermée, la population a décidé de prendre le risque de braver le couvre-feu et vaque le plus souvent à ses activités sans tenir compte des sinistres annonces de l'armée.

BALATA

Le camp que nous avons visité se trouve à 3 Km de Naplouse. Il a été créé en 1952, sur

un terrain d'un Km² loué par l'UNRWA (ONU)¹ à un Palestinien du village de Balata. A l'origine, il n'y avait que des tentes pour les 2 000 premiers réfugiés. Aujourd'hui, plus de 22 000 personnes y habitent. En 1998, le recensement n'indiquait que 18 000 habitants, mais le déclenchement de la deuxième Intifada a fait revenir des milliers de prolétaires privés d'emploi qui résidaient jadis dans les villes israéliennes. La population du camp s'accroît encore à un rythme de 5% par an, avec une forte proportion des moins de 15 ans. Mais la surface reste la même, ce qui pousse à construire un nouvel étage sur les maisons (qui en comptent au maximum deux). Environ 70% de la population active est au chômage. Les autres occupent pour la plupart des emplois financés par l'UNRWA. Il s'agit cependant d'emplois précaires, régulièrement reconduits année après année. Ainsi, l'Autorité palestinienne assure des contrats de travail temporaire de deux semaines tous les quatre mois en moyenne par famille, soit environ 500 postes pourvus en permanence repartis sur les quelque 4 000 familles de Balata. Une petite agriculture est pratiquée à proximité du camp (légumes et quelques vaches et des troupeaux de moutons). Les prix des produits alimentaires sont presque aussi chers qu'en France, ... mais le revenu n'est évidemment pas le même.

Le camp est entouré par les colonies et les postes militaires sur les hauteurs des reliefs environnants, dont le Mont Gesirim. Un grand fossé est en construction autour de l'agglomération de Naplouse, qui passe à proximité de Balata et gêne encore plus les déplacements. Des tirs réguliers frappent de simples passants, le plus souvent quand ils se rendent d'un village à l'autre en évitant la route.

A notre arrivée à Balata, nous sommes accueillis par XY, qui nous indique la maison où nous allons dormir. XY est issu d'une grande famille de neuf frères et une sœur qui réside ici depuis 1952. " *Nous sommes arrivés pour quinze jours et nous sommes encore là 50 ans après...* ", ironise-t-il. La terre de son grand-père se trouve, dit-il, sous l'aéroport Ben Gourion. Il y a un an, il a perdu un fils, tué avec cinq autres garçons qui travaillaient sur la route. Son fils K. est mutilé. Il a perdu un œil et a été blessé à la jambe dans l'explosion de sa voiture. Soigné à Naplouse, il nous dit qu'en un an il y a eu 300 morts et 500 blessés. XY est vétérinaire presque au chômage à cause des blocages qui l'empêchent de se rendre régulièrement dans les villages alentours. Il tient un petit magasin de CD-Rom et de téléphones mobiles. Il a fait un pèlerinage à La Mecque dont il est fier, autant que de la photo de son fils martyr. Ce qui nous frappe, c'est de constater l'énorme chemin qu'a fait l'islam auprès de la population palestinienne. Peu de femmes déambulent sans leur fichu, alors qu'il y a quelques années, c'était la règle.

Le lendemain, première visite du camp. La plupart des toits sont en tôle et certaines fenêtres n'ont pas de vitres. La chaussée boueuse est défoncée par le passage des chars. Des ordures jonchent le sol un peu partout. Dans la rue principale un boucher égorge une vache à même le sol. Un ruisseau de sang s'écoule et amuse les jeunes enfants qui sautent d'une rive à l'autre. Hormis quelques rues un peu plus larges, la circulation se fait à l'intérieur de ruelles étroites : dans certaines d'entre elles on doit se mettre de profil pour passer. Un bidonville se trouve à une des extrémités du camp, où vivent des animaux mais aussi certaines familles nombreuses et pauvres, qui ne peuvent agrandir leur maison. A côté de cela, la riche famille Masri à Naplouse, qui a fait des affaires en approvisionnant les soldats américains pendant la première guerre d'Irak de 1991, et dont un membre est le ministre palestinien de l'économie, fait construire un palais au dessus de la ville.

Des impacts de balles sont visibles sur presque toutes les maisons, ainsi que des graffitis politiques et non - et des photos de martyrs partout. Ici, martyr n'est pas synonyme de " *suicidal-bomber* ". Pour la plupart, il s'agit de civils tués par l'armée d'occupation. Seule une minorité des affiches met en scène des combattants armés.

Mais les facteurs de dégradation de l'habitat ne sont pas les seuls éléments à retenir. A côté de ceux-ci, on est surpris par la présence, y compris dans les maisons les plus humbles, d'eau chaude et froide et d'électricité. De plus, personne ne paye pour cela. Le niveau de scolarisation est très élevé et l'enseignement – toujours financé par l'agence de l'ONU - de bonne qualité, même si les classes comptent jusqu'à 50 élèves. La partie la plus nombreuse de la population est celle des

¹ La création de l'UNRWA (Office des secours et des travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient) a fourni le cadre des Nations Unies à l'aide des pays arabes pour les réfugiés palestiniens. Dès le départ, ces derniers sont traités comme un cas à part.

moins de 15 ans. Une nouvelle classe de 1^{ère} devrait être créée chaque année. Plus de 400 élèves scolarisés hors de Balata ont dû revenir au camp. On autorise seulement 2% de redoublements avant la 9^{ème}. Classe qui coïncide avec la fin du cycle scolaire obligatoire. Malgré ces difficultés, chaque année, 500 jeunes obtiennent le bac.

Tous les “ *services publics* ” sont assurés par le secteur au privé ou par l’UNRWA. Pour permettre aux élèves de poursuivre leurs études lorsqu’ils ne peuvent se rendre à Naplouse, des profs volontaires et bénévoles assurent des cours dans toutes sortes de locaux associatifs. La criminalité n’est pas présente dans le camp et la mendicité existe dans les mêmes proportions qu’en France. La charité est une règle très suivie. Pas de policiers dans les rues, relativement peu de commerces et pas de banques. Les équipements domestiques et électroniques – souvent savamment bricolés et de récupération - sont présents en quantité, dont beaucoup d’ordinateurs, de frigos et d’antennes paraboliques. Les gouttières et les égouts ne manquent pas. Ordures mises à part, l’état de la voirie n’est pas désastreux. En dehors du camp, les feux de signalisations sont pour la plupart détruits, et les bulldozers ont creusé des tranchées à plusieurs endroits, ce qui limite à une seule route l’accès à la ville de Naplouse. Lorsque celle-ci n’est pas bloquée par un char, on accède à la ville par des taxis collectifs jaunes pour à peine plus d’un shekel. Les maisons sont en dur, avec des toits en tôle ondulée, et sont prévues pour l’été : il n’y a pas vraiment de chauffage à part les radiateurs à branchement électrique ou à bonbonnes de gaz pour les deux mois d’hiver.

La famille étendue, avec les parents, le couple et ses enfants, les frères et sœurs, etc.... est la norme dans cette société. En moyenne, chaque noyau familial compte sept à huit membres. Les maisons accueillent donc beaucoup de personnes. “ *Nous sommes entre huit et dix par chambre...* ”, nous dira un habitant. Ceux qui le peuvent ajoutent un étage lors d’un nouveau mariage pour que chaque famille nucléaire conserve son propre espace. Il vaut mieux dormir au fond des maisons pour éviter les balles perdues. Nous entrons dans plusieurs maisons qui ont fait l’objet d’interventions de l’armée pendant la nuit. Les soldats plastiquent la porte, puis crient à tous les habitants de sortir. Ils arrêtent alors la personne qu’ils cherchent. Parfois, les soldats tirent au hasard sur les murs des maisons. Toutes celles qui ont été fouillées lors de la dernière incursion, en avril, sont repérables par un signe tracé à la bombe de peinture rouge à côté de la porte. Les soldats ont aussi creusé des trous dans les murs pour transiter tout en restant à l’abri d’une habitation à l’autre.

Les habitants remplacent immédiatement les portes et les fenêtres endommagées. C’est un acte de résistance quotidien. Dans une autre rue, le mur de la chambre d’un activiste a été détruit à l’explosif. Un peu plus loin, une maison a été plastiquée après l’évacuation de la famille du militant recherché. Les trois maisons voisines sont gravement endommagées. Le cimetière a aussi subi des tirs : deux personnes y sont mortes et le mur a été démoli à la roquette. Juste après la limite de Balata, un petit quartier s’est constitué avec des familles issues du camp qui ont pu acheter de petits terrains. Ces familles espéraient éviter les fréquentes destructions, mais cela n’a pas marché. Un char est passé en démolissant voitures et façades. Des tirs de roquettes depuis la colline ont détérioré les murs, un immeuble a été évacué puis plastiqué. Depuis, un habitant a hissé le drapeau blanc à sa porte.

ENCORE SUR LA SITUATION DES PROLETAIRES DANS LE CAMP

Il faut garder en mémoire qu’en Israël, le salaire ouvrier est de 3 000 shekels (650 euros) et celui d’un professeur de 6 000 shekels (1 300 euros). Dans le camp, un professeur gagne 1 300 shekels (plus de 250 euros) et l’ouvrier perçoit environ 60 et 70 shekels par jour. Dans le cadre de l’UNRWA, les contrats de travail des Palestiniens n’excèdent plus l’année renouvelable et les salaires ont fondu de moitié. Autrefois, ils dépassaient les 2 000 shekels mensuels, soit 500 dollars. Il n’y a plus eu de grèves depuis l’Intifada. Le syndicat des professeurs de l’UNRWA est important. Il en va tout autrement pour ceux qui travaillent pour l’Autorité palestinienne.

Cette dernière fait œuvre efficace de dissuasion et de répression de toute poussée revendicative. Beaucoup de chômeurs ont ouvert un commerce, sans grand espoir de vendre mais plutôt pour s'occuper. Chez les commerçants, il y a souvent deux, trois sièges pour que l'on puisse discuter. Chez le marchand de légumes, nous rencontrons un médecin libéral qui a fait ses études en Roumanie. Il nous parle de la photo d'un gamin tué auquel les services spécialisés israéliens ont ajouté une kippa à usage des journaux, afin d'en faire un martyr. Il nous parle aussi des collaborateurs. “ *Les gens sont pauvres, les Israéliens ont de l'argent !* ”, explique-t-il. Il souligne par ailleurs que les arrestations nocturnes sont fréquentes. On surnomme ces patrouilles nocturnes les ‘Chevaliers de la nuit’.

Lorsqu'ils ont assez d'argent à placer dans un hypothétique stock de marchandises, les salariés ouvrent également un commerce pour compléter leurs revenus. I., prof à la retraite, vend des chaussures. XY, vétérinaire précaire vend des CD-Rom. S., prof d'Anglais, vend de la papeterie, etc. Mais il y a aussi une grande variété de petits producteurs agricoles, des coiffeurs, une quincaillerie, un café internet et un stock de bonnets “ *Anarchy* ” qui font fureur auprès des habitants de Balata. On en a vus sur la tête d'une femme de ménage du Yafa Center et sur celle du père de S., maçon de 55 ans.

Le boucher du camp ne cache pas sa lassitude. “ *L'Intifada est une connerie qui ne nous apporte que des problèmes parce que certains ne veulent pas céder sur leurs principes* ”, assène-t-il. D'après notre ami W., cette opinion est assez répandue. La papeterie-Bazar de S., située au rez-de-chaussée de la petite maison qu'il occupe avec toute sa famille, est peu fréquentée. La vente d'un cahier ou d'un stylo permettent de s'entretenir avec le voisinage. Son jeune frère l'aide car sa propre boutique de téléphones portables à Ramallah a été détruite et pillée par l'armée lors de la première incursion. Cela lui a valu une vingtaine de jours de prison parce qu'il avait tenté d'intervenir.

QUELQUES ASSOCIATIONS ET COMITÉS DE BALATA

O. est membre d'une association appelée *Al-Mutunda* (le forum) qui s'occupe du suivi scolaire et psychologique de jeunes dans le camp. Lui-même est toujours étudiant, et nous explique la difficulté pour payer ses études. En maîtrise, le semestre coûte environ 3 500 shekels (soit plus de 750 euros). Il a eu son bac en 1992, puis a travaillé jusqu'en 1994, date à laquelle il a été arrêté sous l'accusation de jet de pierres sur des soldats.. Pourtant, nous indique-t-il, il ne faisait que travailler sur la route. Libéré douze mois plus tard, il s'est alors inscrit à l'université grâce à l'argent qu'il avait mis de côté, tout en continuant à travailler. La plupart des jeunes hommes qui souhaitent poursuivre des études sont dans le même cas que lui. O. est aussi professeur d'Anglais et parle très bien le Français.

Son association essaie de mener des nombreuses activités : soutien scolaire, mais aussi des véritables cours en remplacement de ceux qui ne peuvent pas être assurés par l'école à cause du couvre-feu, ateliers de chant pour les enfants, échanges de courriers électroniques avec une classe de jeunes italiens, soutien psychologique aux enfants. Beaucoup d'entre eux sont traumatisés par les attaques, les arrestations nocturnes et l'enferment dans le camp.

De nombreux troubles du sommeil et de l'appétit, des problèmes d'incontinence, des comportements violents, des absences de mémoire,... se développent chez les plus jeunes. Le local de l'association a été attaqué quatre jours auparavant. La porte et les fenêtres sont détruites, les soldats ont tout cassé à l'intérieur, arraché les dessins d'enfants et mitraillé les murs, l'ordinateur, les vitres. Les toilettes sont saccagées. Des photos prises les mois précédents nous permettent de comparer avec l'état initial du local. L'un des huit membres de l'association est en prison à Huwara pour raisons de sécurité. Il ne peut pas recevoir de visites et n'a pas été jugé. “ *En général, nous confie O., on reste à peu près six mois en prison pour ‘raisons de sécurité’, mais aucune justification n'est donnée* ”. O. est aussi en attente d'une accréditation de l'Autorité palestinienne en tant qu'association légale. Cela prend du temps.

Nous visitons aussi le centre culturel Yafa, juste devant l'entrée du camp. W. y travaille avec une salle d'ordinateur qui permet de former des jeunes du camp. Les ordinateurs utilisés pour les cours sont de vieux engins achetés moins de cent dollars pièce, mais qui suffisent pour apprendre à

utiliser des logiciels. On trouve dans les mêmes locaux le cabinet d'un dentiste et le bureau d'Hussam Khader, un des élus du Conseil Législatif Palestinien issu du camp de Balata. Le centre s'implique aussi sur la question des réfugiés palestiniens. Avec plus d'un millier de membres, cet organisme est l'un des plus importants de Cisjordanie. Fondé en 1997 par des membres du CDPRR, il s'est élargi à d'autres personnes en mettant en avant la volonté d'activité culturelle. Des brochures d'information pour le droit des femmes et contre les mariages précoces sont distribuées. Une éducation à l'environnement et à l'hygiène est surtout destinée aux enfants (nettoyage des rues). Le centre s'occupe aussi de prévention contre les drogues adressée aux plus jeunes. Des visites des environs de Naplouse et de musées ont été organisées pour les enfants.

Peu après l'entrée du camp, nous visitons aussi le Comité Local de Réhabilitation des Personnes Handicapées. Le centre accueille environ 500 handicapés lourds et 100 à 200 handicapés légers, issus du camp ou des environs. Il a été créé en 1992 pour les blessés de la première Intifada. Il est installé dans des locaux prêtés par l'UNRWA, qui sert d'abri légal. Le bâtiment est assez grand, mais sans étages. Des activités sont organisées à l'intérieur et à l'extérieur du centre. On compte un programme de thérapie du langage en coopération avec les écoles, un programme d'aide à la lecture, une ludothèque qui s'adresse aux enfants handicapés et des fournitures de béquilles et autres petits matériels aux handicapés. L'apprentissage de leur utilisation est également assuré. A l'extérieur, on organise des visites à domicile de spécialistes et en coopération avec d'autres associations, un programme d'apprentissage de nouveaux métiers pour les handicapés. Le contexte limite très sérieusement l'efficacité de ces programmes en termes de retour au travail. L'activité la plus importante du centre semble être la modification de maisons pour les rendre utilisables pour les handicapés. Cette activité est la plus coûteuse et est financée par le centre lui-même. Mais comme celui-ci n'a pas de ressources permanentes, les travaux peuvent être sérieusement retardés. En effet, l'Autorité palestinienne ne l'approvisionne plus régulièrement en fonds et l'armée risque de confisquer l'argent à l'arrivée. Deux personnes travaillaient comme salariés dans le centre avant la deuxième Intifada. Deux personnes supplémentaires ont été embauchées depuis. Mais il y a aussi 35 volontaires, sans lesquels rien ne pourrait fonctionner. Des comités identiques existent dans d'autres camps de réfugiés, comme à Askar. Auparavant, des regroupements étaient organisés sous la forme de camps d'hiver ou d'été avec environ 200 participants. Aujourd'hui, ce n'est plus possible.

I., professeur de maths en retraite et marchand de chaussures, descend pendant notre séjour un stock de chaussures qui s'abîmaient au grenier pour les donner "à des unijambistes de l'Intifada". Il nous indique qu'il fait partie d'un Comité de Cohésion Sociale qui sert de médiateur et de juge pour toutes sortes de problèmes, dont les bagarres, les vols, les disputes commerciales et foncières mais aussi les viols et les meurtres (heureusement peu nombreux). Il n'y a pas de police et de justice officielle dans le camp, mais on nous assure qu'il n'y a presque pas de criminalité. Ce comité n'a aucun pouvoir légal officiel mais jouit d'une influence très importante du fait de la place centrale de la famille étendue en Palestine. Si quelqu'un est en tort, sa famille peu être considérée comme responsable et fait donc pression sur lui (frères, sœurs, tantes,...). Les membres du comité sont des personnalités respectées et exercent des professions intellectuelles (profs,...). Ils reçoivent plus d'affaires que le tribunal lui-même, qui avalise presque automatiquement leurs décisions. L'Autorité palestinienne n'est pas au dessus des jugements de ce comité. Un policier ayant commis un viol a du quitter le camp avec sa famille pour trois ans et payer une forte amende (15 000 dollars). Dans un premier temps, l'Autorité avait refusé cette décision, mais a fini pour s'y soumettre en seulement une semaine.

Le comité fonde sa légitimité sur la tradition et les préceptes musulmans. " *Un bon musulman ne peut pas dormir quand son voisin a un problème* ", nous dit-on. I. nous raconte plusieurs anecdotes saisissantes. Lors d'une réunion pour la création d'un comité sur

l'éducation, un membre du Fatah et un autre du Hamas présentent leur point de vue, avant de donner la parole à la salle. I. se lève et dit que *“ ce sont les professeurs et les directeurs d'écoles qui doivent décider de la formation du comité ”*. *“ Si je n'étais pas à la retraite je refuserai d'écouter un comité nommé par des gens qui n'y connaissent rien et qui sont des voleurs qui n'ont jamais rien fait pour le camp ! ”*, a-t-il poursuivi. Enfin, il quitte la salle, suivi par l'ensemble des participants à la réunion. Les deux représentants politiques font de même en assurant vouloir trouver un accord avec lui.

Autre épisode. A une réunion des trois élus du Conseil Législatif Palestinien issus du camp de Balata, chacun parle de démocratie. I. s'insurge. *“ Je vous remercie de nous expliquer la démocratie, vous qui vous accordez pour la première fois pour débattre. Comment pouvez vous expliquer que vos familles reçoivent des postes importants et du travail, alors que vos femmes et vos fils sont des ignorants et qu'il y a dans cette salle de nombreux jeunes diplômés au chômage ? Ceux qui vous écoutent parler de la démocratie sont des imbéciles ! ”*, clame-t-il. Puis, il se lève pour partir et, à nouveau, il est suivi par la salle.

Ces anecdotes, comme d'autres réflexions entendues pendant le séjour, montrent que la liberté de parole est bien plus grande en Palestine que dans les autres pays arabes. S., un professeur d'anglais, nous explique que, dès son arrivée en Jordanie, on lui a conseillé de ne jamais s'exprimer sur l'Etat ni sur le gouvernement et de se méfier de la police en civil. Les habitants du camp semblent satisfaits de leur liberté d'expression. Mais certains ajoutent que cette liberté vient en grande partie de la faiblesse de l'Autorité.

Nous parlons aussi avec plusieurs personnes de la société civile, dont N. qui vit à Naplouse. L'observation de la tradition musulmane y est très forte. On ne boit pas d'alcool en public, on n'épouse pas une femme divorcée, les femmes sont totalement absentes des discussions entre hommes, le fichu sur leur tête est devenu la règle, etc. La laïcité reste minoritaire. Même certaines soi-disant communistes portent le foulard Les mariages interreligieux sont rares. Les femmes chrétiennes sont aussi tête couvertes, mais le voile intégral est très peu répandu. N. nous assure qu'il n'est pas bien vu. Pourtant, les fêtes religieuses sont peu suivies. *“ Pendant cette occupation très dure, on n'a pas le cœur à faire la fête ”*, dit-il.

Nous avons bourlingué à Naplouse et dans le camp de réfugiés de Balata avec M., une jeune femme de 23 ans qui s'occupe d'animation avec des jeunes de 10 à 18 ans *“ pour qu'ils goûtent à l'enfance ”*, qu'ils puissent exprimer leur stress au travers de dessins, de graffitis et peintures murales. En dépit du couvre-feu, les gens ont décidé que les enfants ne pouvaient pas rester enfermés en permanence et qu'il valait mieux prendre le risque de braver le couvre-feu. Son association *“ Ansar Al Insan ”*, implantée surtout dans la région de Naplouse, organise des spectacles de rues et a amené 150 enfants en septembre dernier devant un check point pour demander aux soldats de faire cesser le couvre-feu et de rouvrir les écoles.

Ils étaient encadrés d'une quarantaine de soutiens internationaux La manifestation a duré une heure, malgré les gaz lacrymogènes. Finalement les soldats les ont menacés de tirs à balles réelles s'ils ne décampaient pas. *“ Par humanité, étant donnée la présence d'enfants, nous ne viserons que les membres inférieurs ”*, ont-ils conclu magnanimes....

L'UNRWA

L'UNRWA joue un rôle décisif dans le camp de Balata. Elle finance et dirige les systèmes éducatif et de santé. Depuis plusieurs années, son budget est en diminution réelle car les pays donateurs n'ont plus réévalué leur contribution financière à l'UNRWA et à l'Autorité palestinienne. Cette diminution réelle des moyens n'a pas manqué de se faire sentir sur les salaires des Palestiniens qui travaillent pour l'institution. L'aide de l'UNRWA aux étudiants a été supprimée. De plus, plus de 10% du budget sont utilisés pour les frais de fonctionnement, qui demeure assez bureaucratique. L'augmentation de la population du camp accroît le caractère central de sa fonction. M., appartenant à la section du Fatah du camp, nous explique que l'UNRWA fait actuellement pression sur l'Autorité afin d'établir des frais de scolarité à la charge des familles d'élèves, en échange de la construction d'un nouvel établissement scolaire. En plaçant les réfugiés palestiniens sous la tutelle

d'une organisation spécifique et non du HCR comme les autres réfugiés du monde entier, on se borne à l'aide humanitaire en évitant d'aborder la question politique du droit au retour. Au départ, le travail de cette institution avait été conçu comme temporaire. Elle fonctionne par projets, limités dans le temps, le plus souvent renouvelés chaque trimestre. Les aides des Etats fluctuent beaucoup en fonction de l'actualité. Nous voyons dans la rue un sac de farine envoyé par la France deux jours après le bouclage du centre de Naplouse, quand deux Palestiniens avaient été tués.

L'UNRWA gère trois écoles dans le camp, deux pour les filles et une pour les garçons. L'école des garçons a été construite en 1954, puis reconstruite en 1988 avec des fonds des Pays-Bas. Il y a plus de cinquante élèves par classe - 1 500 élèves au total - entre 6 et 15 ans (de la classe de 1^{ère} à la 9^e). Il y a environ 50 professeurs dont seulement trois ne sont pas de Balata et ont souvent des problèmes de déplacement pour cause de routes bloquées par l'armée. C'est le cas du professeur de sport, ce qui est d'autant plus gênant que les enfants du camp ne disposent d'aucune aire de jeux, par manque de place. Un coiffeur volontaire coupe gratuitement les cheveux des élèves. L'établissement ne dispose que d'une photocopieuse, en piètre état. Les petites réparations, qui avancent au ralenti, sont assurées par l'UNRWA.

En 2002, les deux premiers mois se sont déroulés sans manuels scolaires. Un couvre feu était alors imposé, retardant ainsi la rentrée scolaire fixée pour le 1^{er} septembre. Le 10 septembre, les professeurs ont ouvert l'école malgré l'interdiction. Des soldats sont venus et ont tiré sur la façade. Ces tirs n'ont blessé personne mais ont impressionné les jeunes. Dans les couloirs et dans une salle de classe, les impacts de balles sont encore visibles. Les autres camps proches ont dû attendre octobre pour la rentrée. Les années scolaires sont toujours très réduites par rapport au calendrier officiel. Lors de la première Intifada, l'année la plus courte n'avait duré que 40 jours ! Le 5 avril, lors d'une incursion de trois jours de l'armée, des soldats ont pénétré dans le bâtiment scolaire la nuit en détruisant le matériel, dont une photocopieuse et les ordinateurs. Des papiers ont été déchirés et couverts de peinture. Beaucoup de portes ont été la cible de tirs ou ont été forcées. Un placard de ballons a été criblé de balles. Aux deux interventions sur l'école s'ajoute la violence quotidienne de l'occupation. Sur un an, trois élèves de l'établissement ont été tués et environ 70 blessés. Ces attaques ont un évident impact psychologique. Les élèves ne se sentent en sécurité nulle part.

Ceux que nous voyons et qui parlent assez bien l'Anglais sont des élèves posés, mais plusieurs professeurs nous parlent de leurs difficultés. Après une incursion nocturne des soldats dans sa maison, une brillante élève est restée immobile et silencieuse pendant une journée. D'autres ont du mal à rester calme, ou à dormir.

Nous visitons une clinique de l'UNRWA, qui ressemble à un dispensaire. 55 personnes y travaillent, réparties dans les services pédiatrie, urgences, dentaire, maladies chroniques, physiothérapie, radiologie, médecine générale et laboratoire (examens simples).

Il y a aussi un service prénatal, où on peut effectuer des accouchements difficiles. Toutefois, en temps normal, quand la route n'est pas bloquée, les futures mères vont à Naplouse. L'obstétricien visite deux fois par semaine. Il existe une coopération avec l'hôpital de Naplouse et aussi avec le "*Saint John Hospital*" (à Jérusalem) dans le domaine de l'optique. Ces entraides permettent de réduire les frais à la charge des patients. Les médicaments distribués par l'UNRWA sont gratuits, de même que les consultations. Les stocks sont prévus pour faire face à deux mois de blocages. Le matériel doit être commandé et il est disponible après une attente variable.

F., du service de physiothérapie, nous fait visiter la clinique et nous parle de la situation des enfants. Entre 3 et 6 ans, on observe une hausse du nombre d'incontinences (plus de 200 cas traités), d'insomnies, de problèmes d'appétit et de maux de tête. Chaque jour, la clinique reçoit entre 50 et 70 enfants. Plus de 3 000 d'entre eux font l'objet d'un suivi. Plus de 70 personnes ont été blessées pendant l'incursion du mois d'avril. Ils ont dû être soignés sur place. L'un d'eux est décédé faute d'un matériel médical adapté. En juillet, la pollution de

l'eau a provoqué des fièvres et le nombre de consultations est passé à 11 907 en un mois, contre une moyenne de l'ordre de 7 500. On a constaté 200 cas sérieux de maladie à cause de cette pollution. Dans la plupart des services, les consultations se font à un rythme soutenu.

La physiothérapie assure entre 400 et 600 sessions mensuelles. Des soins à domicile sont prévus. Le centre est accessible à tous les réfugiés, y compris ceux extérieurs à Balata. Cependant, les soins à domicile ne sont pourvus qu'à Balata, faute de véhicules. Lors des incursions, les ambulances sont coordonnées avec celles du Croissant rouge. F. elle-même embarquait sur l'un de ces véhicules qui a été pris pour cible par les soldats. A cette occasion, un infirmier a trouvé la mort.

LE COMITÉ POPULAIRE DE SERVICES

Le Comité Populaire de Services du camp est l'équivalent de nos municipalités. Tous les partis y sont représentés, sans jamais avoir été élus. Les CPS sont issus d'un compromis national entre les partis officiels. La majorité Fatah ne représente pas forcément la majorité des habitants du camp. Le comité, constitué de bénévoles, gère l'aide internationale de l'UNRWA. Il s'occupe de santé publique, d'éducation, de la voirie, etc. Les ressources sont limitées. La surpopulation est un problème central sur ce terrain de 1 Km² loué par l'UNRWA à un propriétaire palestinien. L'extension du territoire est impossible parce que trop chère. Il y a cent personnes pour une salle de bain. Le comité détermine les besoins et suggère des initiatives. L'UNRWA, qui tient les cordons de l'argent, revoit le tout à la baisse : services, salaires des travailleurs palestiniens, aide alimentaire (depuis 1997)....

Pour endiguer le chômage, le comité répartit les emplois dont il peut disposer entre les différentes familles du camp. La masse salariale profite indirectement aux commerçants et donc à un maximum de familles de Balata. Un chantier important a eu lieu il y a plus d'un an, avec la reconstruction du drainage. L'aide financière est venue d'Allemagne, qui a pourvu 160 000 dollars pendant quatre à six mois. Le comité avait demandé une subvention de 260 000 dollars. Peu après, l'œuvre réalisée a été pulvérisée par les chars israéliens. Concernant les destructions, l'UNRWA prend en charge environ 60% des coûts réels de reconstruction des bâtiments. Ainsi, le comité doit rechercher des logements temporaires.

RENCONTRE AVEC DEUX MEMBRES DU CONSEIL LÉGISLATIF

Trois représentants du Conseil législatif palestinien sont originaires du camp de Balata : D., H., et K. Ils sont tous les trois membres du Fatah. Mais seule D. a été élue sur la liste officielle du parti. Les deux autres se sont présentés en candidats indépendants. Ils ont battu les concurrents du Fatah. Nous avions prévu de rencontrer les trois, mais le blocage de la route vers Naplouse nous a empêché de voir K. Land Rover et belle maison à proximité immédiate du camp, D., ravie de nous recevoir, évoque les échanges de visites de jeunes, d'il y a quelques années. Vingt-deux jeunes de Balata avaient rejoint l'hexagone, accompagnés de deux adultes. Une vingtaine de jeunes de France étaient, à leur tour, allés à Balata hébergés par le comité de réhabilitation. Il y a deux comités de jumelage, l'un en France, à St-Ouen, et l'autre en Palestine, dont D. fait partie. D. rappelle qu'un camp de réfugiés doit rester temporaire. Le droit au retour doit être accepté par Israël, conformément aux résolutions de l'ONU. D'après elle, une vingtaine de kamikazes sont issus du camp (six selon le CPS).

H., le deuxième représentant, nous reçoit chez lui. Une maison à l'intérieur agréable, au milieu du camp. H. est l'un des dirigeants du CDP², association politique qui regroupe des membres de 19 camps de Cisjordanie. Il participe à une échelle plus large à la Coalition internationale pour les droits des réfugiés. Ce regroupement a été à l'origine de manifestations simultanées dans plusieurs pays pour le droit au retour lorsque le Canada s'est dit prêt à accueillir plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens. Des conférences internationales sont organisées compte tenu que les réfugiés résident dans des nombreux pays, y compris Israël. Quinze jours auparavant, H. avait participé à une réunion de cette nature à Copenhague.

La coalition publie un bulletin régulier. Elle veut travailler avec l'Autorité palestinienne,

² Committee for the Defense of Palestinian Refugees Rights.

comme avec les gouvernements des pays arabes voisins (Liban, Jordanie, Egypte et Syrie) tout en conservant son indépendance. Même si H. ne l'avoue pas clairement, il est probable que son différent avec le Fatah provient de cette volonté d'indépendance du mouvement des réfugiés. Ceux-ci craignent d'être sacrifiés par l'Autorité au nom du processus d'Oslo. A la dernière conférence des organisations de réfugiés de Jéricho, la décision a été prise de ne pas participer au vote lors des élections locales (dont celle de Naplouse). Et ce afin de continuer de mettre en avant le droit au retour plutôt que la fixation dans les camps. Néanmoins, la coalition veut conserver des liens avec le reste du mouvement palestinien, Autorité comprise. La nature des relations semble être l'objet de débats compliqués.

Le CDPRR mène surtout une action politique. Ses membres sont aussi à l'origine de la création du Yafa Center, dans l'optique d'apporter une aide matérielle directe. D'ailleurs, quelques jours auparavant, HY., qui travaille pour H. au Conseil législatif, nous avait confié que *“ Arafat n'a rien fait pour les réfugiés et il est responsable de la corruption qui se développe ”*. W., du Yafa Center, a ajouté que *“ les partis ne représente que 5 à 10% de la population. L'OLP n'existe pas en réalité, tous les partis agissent en ordre dispersé ”*. M., secrétaire de la section du Fatah de Balata, a été arrêté cinq fois. Blessé à la jambe, il a perdu un œil lors d'une manif qui a suivi l'incursion armée d'un colon dans une mosquée. Pendant notre séjour, M. a organisé une manif pour l'anniversaire de la création du Fatah. Une centaine de personnes on participé, dont une petite dizaine encagoulées et armées.

Des gens expliquent que “ *le Fatah défile avec des combattants, mais ne se bat quasiment pas. Le Hamas ne défile jamais, mais dispose de plus de combattants* ”. Les clivages gauche-droite sont peu évidents. Certains Palestiniens font passer la ligne de partage en fonction du positionnement vis-à-vis des accords d’Oslo. D’autres identifient la droite avec les libéraux. A l’Université de Naplouse, le Hamas a remporté les dernières élections étudiantes car il apparaît comme la formation la plus décidée et la plus active au sein de la résistance. Le Fatah a perdu une partie de sa popularité. DES POINTS FERMES

L’ensemble de ces témoignages, même s’il ne peut prétendre à l’exhaustivité, est révélateur de plusieurs éléments, nécessaires à la compréhension de la situation des prolétaires dans les territoires occupés. En filigrane, on comprend également certaines caractéristiques du combat en cours entre l’Etat occupant et les masses de réfugiés palestiniens.

Premièrement, nous notons que le lien social n’a pas été brisé dans les territoires occupés. La société civile s’organise de façon à contenir l’influence de l’occupation sur la vie sociale. L’impression générale est celle d’un corps social certes exténué par la répression permanente mais qui n’a pas perdu toute cohésion. Les classes sociales sont bien présentes, y compris dans les camps de réfugiés ; de même que l’Etat capitaliste palestinien en formation. Aux questions traditionnellement liées à la condition d’exploitation et d’oppression des prolétaires (revenus, emploi, logement, etc.), s’additionnent d’autres sujets de division de classe spécifiques à la situation créée par l’occupation israélienne, dont, entre autre, le très grave problème des déplacements. Les vexations et la terreur permanentes dont sont victimes les prolétaires palestiniens ne sont cependant pas parvenues à casser l’espoir d’une vie meilleure. Bien au contraire.

Deuxièmement, nous relevons qu’en dépit de l’absence de la moindre démocratie formelle bourgeoise, la parole libre et la critique des cliques politiques au pouvoir - grâce notamment au soutien financier à l’OLP (par les Nations Unies et les pays musulmans) et aux Hamas et Djihad (par les pays musulmans) – n’ont pas été étouffés sous prétexte d’unité nationale contre l’envahisseur. Si nous n’identifions pas, au travers de ces témoignages, quelque expression politique indépendante des prolétaires palestiniens, nous gardons espoir que des expériences autonomes puissent se constituer. La défense de la condition des réfugiés, la revendication fondamentale du droit au retour et l’exigence du droit de mouvement pour les populations soumises à la ségrégation représentent, dans ce sens, l’un des principaux facteurs de ce long processus de formation en classe des prolétaires de la région.

Troisièmement, nous nous réjouissons de l’absence, d’après les récits des camarades, de toute poussée antisémite chez la population palestinienne. De même, nous saluons les diverses tentatives d’organisation et de combat antisioniste menées en Israël par des militants juifs. Quoique largement minoritaires, ces expériences doivent recevoir le soutien et la solidarité les plus indéfectibles de la part des prolétaires révolutionnaires du monde entier. Malheureusement, force est de constater qu’aucune initiative de liaison n’est prise avec ces organismes anti-guerre par les forces palestiniennes qui tentent de se placer sur le terrain de classe. C’est, à coup sûr, l’une des limites majeures du mouvement.

Enfin, les propos des camarades qui ont fait ce précieux voyage en Palestine, nous ont confirmé l’absence, au delà des grands mots et de la rhétorique des principales formations politiques palestiniennes, d’une véritable résistance armée de masse contre l’occupation. Les phénomènes d’attaques suicides et même l’opposition armée aux incursions des troupes israéliennes ne semblent être le fait que d’une relativement petite minorité de Palestiniens. Ces derniers reçoivent certainement le soutien des populations soumises au joug sioniste, mais ce support n’est que très rarement actif. A l’évidence, la grande majorité des prolétaires de Palestine ne croient pas à cette pseudo opposition et à cette stratégie anti-israélienne. En revanche, ils sont massivement dans la rue lorsqu’il s’agit de braver le couvre-feu, de permettre aux enfants d’aller à l’école, aux gens de faire leurs courses, aux travailleurs de rejoindre leurs lieux de travail.

La lutte de classe n’est donc pas morte en Palestine ; mais elle doit se frayer un chemin difficile entre deux bourgeoisies qui ont fait, font et feront tout pour en empêcher l’éclosion.

Bruxelles-Paris, le 05 mars 2003.